



REVUE DE PRESSE
Rencontre sur la Transition
énergétique

Lundi 27 juin 2022

Mobile: 0770 88 90 80
Lotissement Sylvain Fourastier
N°08 El Mouradia, Alger
Mobile: 0770 88 90 80

SOMMAIRE

APS	3
• L'Algérie œuvre à opérer une transition énergétique sûre et fluide	3
Maghreb Emergent	4
• La CAPC ouvre le débat de l'Algérie face à sa sécurité et son indépendance énergétique	4
La Nouvelle République	5
• Appel à faire une rupture avec le modèle énergétique actuel : Rencontre CAPC sur les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie	5
Maghreb Infos	6
• Sécurité énergétique et défis du IIIe millénaire: «L'Algérie se dirige vers une sécurité énergétique renforcée», selon Benattou Ziane	6
Le Midi Libre	9
• Conférence sécurité énergétique en Algérie : La transition énergétique : processus de développement économique durable	9
Reporters	12
• Appel à un changement de cap en politique énergétique : «L'avenir de l'Algérie est dans la transition énergétique».....	12
Le Quotidien d'Oran	14
• Sécurité énergétique : Plaidoyer pour une production intensive d'énergie renouvelable	14
L'Expression	16
• Transition énergétique : Le casse-tête algérien.....	16
El Watan	17
• La progression de la consommation domestique menace les exportations des hydrocarbures : Quelles énergies de substitution ?.....	17
Le Chiffres d'Affaires	19
• La CAPC expose les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie.....	19
Energy Magazine	20
• Rencontre sur : « LES ENJEUX ENERGETQUES DU 3ème MILLENAIRE ET LES DEFIS DE LA SECURITE ENERGETIQUE DE L'ALGERIE ».....	20
L'Expression	20
• Les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie	20

L'Algérie œuvre à opérer une transition énergétique sûre et fluide



Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benatou Ziane, a affirmé dimanche que l'Algérie œuvrait à opérer une transition énergétique "sûre et fluide", fondée sur les principes d'efficacité économique et la diversification des ressources.

La déclaration de M. Ziane est intervenue lors d'une rencontre organisée à Alger par la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) et consacrée à la présentation d'une étude réalisée par l'organisation sur "Les enjeux énergétiques du 3e millénaire et les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie".

Le ministre a souligné, dans ce sens, que la transition énergétique escomptée "est un changement structurel qui concerne plusieurs secteurs, vers un mixe énergétique fluide de cohérence systémique, de fiabilité structurelle, d'acceptabilité sociale, d'efficacité économique et à haute valeur ajoutée et durable".

Dans cette optique, le ministère œuvre à concrétiser une transition énergétique "sûre, fluide, rentable et durable, fondée sur un plus grand apport des énergies renouvelables, du capital national résidant et adaptée aux spécificités nationales", ajoute le ministre.

Cependant, a-t-il poursuivi, cette transition énergétique exige "une mutation sociétale", favorable à des changements "profonds et substantiels" dans les modes de consommation positifs et responsables, et l'instauration de bonnes pratiques dans le mode de vie et la prospérité socio-économique".

Le ministre a réitéré, dans ce sens, l'attachement de l'Algérie à garantir sa sécurité énergétique sur le long termes à travers la création d'un nouveau modèle à même de lutter contre les défis auxquels fait face le pays en raison des mutations structurels effrénés sur la scène énergétique mondiale.

Selon M. Ziane, le nouveau modèle énergétique doit reposer sur le principe de diversification des sources d'énergie, des technologies des transports, des modes de financement et des partenaires internationaux, outre la diversification des marchés.

Le ministre a souligné que "cet effort n'était pas le fruit de la crise actuelle", car le plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme présidentiel porte sur "la priorité de garantir la sécurité énergétique du pays en répondant à la demande nationale sur le long termes", et ce, à travers plusieurs axes, en tête desquels le développement des énergies

renouvelables et de l'efficacité énergétique, outre la production de l'hydrogène vert".

A ce propos, M. Ziane a précisé que son département ministériel œuvrait à l'élaboration d'une loi sur la transition énergétique afin d'appuyer cette mutation dans ses différents aspects.

Maghreb Emergent

La CAPC ouvre le débat de l'Algérie face à sa sécurité et son indépendance énergétique



Comment l'Algérie pourra-t-elle gérer sa sécurité énergétique dans le futur ? Produire plus d'énergies fossiles ou diversifier ses ressources en investissant plus dans les énergies renouvelables? ou encore revoir son modèle de consommation national, déjà trop énergivore ?

En effet, ce sont les quelques exemples de problématiques débattues, ce mercredi 26 juin, par des experts et responsables lors de la présentation d'une étude sur « les enjeux de la sécurité énergétique » réalisée par l'ancien ministre de l'Énergie et ancien P-DG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, pour le compte de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC).

Dans sa présentation, Abdelmadjid Attar a fait savoir que « le problème de l'Algérie est son addiction à la rente pétrolière et aux énergies fossiles, alors que nous pouvons se tourner aux énergies renouvelables » .

En revanche, l'expert a estimé que le conflit Russo-ukrainien est « en train de changer complètement les tendances, avec la création des nouvelles alliances. Mais aussi une réorganisation de tous les échanges économiques, notamment en énergie ». Cela veut dire, « chaque pays est voué à réaliser son indépendance énergétique », explique-t-il.

Pour Attar, l'Algérie reste un pays très dépendant aux hydrocarbures, « même trop dépendant ». L'étude de la CAPC, démontre dans sa synthèse, que « malgré le recule de la production du pétrole entre 2015 et 2019 et l'augmentation de la production gazière à compter de 2015, ceci n'a pas soutenu les exportations hors hydrocarbure. Au contraire, « sont demeurées insignifiantes, avec une augmentation de 2 à 6% seulement entre 2010 et 2020 », selon l'étude.

Cette résilience est par ailleurs relativement soutenue, suite au choc pétrolier de 2014, par un ralentissement de la chute de production de pétrole entre 2015 et 2019, et surtout une augmentation de la production gazière à compter de 2015. Sauf qu'il faut préciser qu'une partie importante

de cette production gazière était destinée à l'accroissement de la consommation intérieure qui avait atteint 8% par an durant cette période. « De leurs côtés, le PIB et l'emploi sont essentiellement soutenus par les services, alors que l'industrie des hydrocarbures n'a participé en 2020 qu'à 19% dans le PIB et 1% pour l'emploi », est-il indiqué dans l'étude.

Quel modèle de consommation énergétique pour demain ?

Les pouvoirs publics ont fait récemment une promotion pour le développement des énergies renouvelables, notamment l'hydrogène vert, dont l'Algérie est déjà sollicitée par plusieurs puissances mondiales pour y investir.

Selon l'étude présentée par Abdelmadjid Attar, pour assurer la sécurité ou l'indépendance énergétique, il faut d'abord changer le modèle de consommation de l'énergie. Il a rappelé que depuis 30 ans, le pétrole perd de plus en plus de la valeur dans l'économie mondiale (31%) face au gaz naturel et non-conventionnels (25%) et l'émergence des EnR qui atteignent actuellement les 13% de la consommation mondiale en énergie, dont l'hydrogène vert qui est à 6%.

D'ici à 2030, le gaz naturel sera de la même importance que le pétrole. L'hydrogène deviendra, certainement, l'énergie de demain et à partir de 2035-40. Mais pour le cas de l'Algérie, l'investissement dans cette énergie doit commencer dès maintenant. D'ailleurs économiquement, c'est très rentable, sachant que pour le moment, « la tonne de l'hydrogène vert coûte 1500 dollars, alors que l'hydrogène gris est 5 fois moins cher.

La Nouvelle République

Appel à faire une rupture avec le modèle énergétique actuel : Rencontre CAPC sur les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie

«Le pétrole prend de moins en moins de place dans le modèle de consommation énergétique des pays développés, alors qu'en Algérie tout est basé sur l'hydrocarbure», a souligné hier l'ancien P-dg de Sonatrach, ancien ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar. Présentant une étude sur «les enjeux énergétiques du 3ème millénaire et les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie» lors d'une rencontre organisée par la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Attar a appelé à faire une rupture avec le modèle énergétique actuel basé sur le gaz et l'électricité et se diriger vers un modèle plus fiable et rentable, celui fondé sur les énergies renouvelables. Cette rencontre s'est déroulée en présence du ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, ainsi que de nombreux cadres du milieu d'affaires économiques et des experts et cadres du ministère de l'Énergie renouvelable. Dans ce cadre, l'expert a recommandé l'élaboration d'une loi sur la transition énergétique à l'image de la loi sur les hydrocarbures, pour faciliter et développer l'investissement et le partenariat dans le secteur des ENR. Selon lui, assurer un climat des affaires favorables pour promouvoir et

encourager les investisseurs nationaux et étrangers notamment dans le développement des énergies renouvelables est nécessaire pour une transition énergétique.

Il a préconisé également, lors de sa présentation d'un diaporama sur la consommation de l'énergie dans le pays, de définir en urgence tous les besoins énergétiques à long terme, par secteur, par nature et par usage. Et ce, dans le but de servir de base à l'élaboration d'un modèle de consommation énergétique basé sur un mix énergétique qui doit privilégier l'efficacité énergétique et les ENR. Ainsi, il faut maintenir, selon lui, le cap sur «la possibilité de production du gaz de schiste qui semble devenir à terme un appoint obligatoire au regard de l'épuisement prévu des réserves conventionnelles, et des besoins incompressibles à long terme dans plusieurs secteurs. «Entre autres recommandations présentés, l'ajuster d'une manière graduel les prix de l'électricité, du gaz naturel et des carburants, encourager le solaire décentralisé à travers l'installation des kits ENR individuel, envisager le recours à l'énergie solaire et éolienne pour les petites unités de dessalement et de traitement de l'eau au Sud, en sus d'accélérer l'hybridation des centrales électriques installées sur les réseaux isolés. De son côté, le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, Benattou Ziane, a rappelé lors de son intervention à l'occasion, la stratégie adoptée par l'Algérie pour faire face aux défis internationaux, notant que cette stratégie fait partie de la feuille de route du Gouvernement qui vise à assurer la sécurité énergétique. Pour sa part, le président de la CAPC, Sami Agli, a indiqué dans son discours d'ouverture que la Confédération algérienne du patronat citoyen souhaite à travers l'organisation de cette rencontre de contribuer à construire des consensus sur des questions stratégiques. «Cette rencontre fait partie d'une série de rencontres que nous avons organisées au cours de ces derniers mois, et qui porte sur des dossiers qui touchent à la souveraineté économique du pays, notamment la sécurité alimentaire et numérique», a-t-il ajouté. Le but, poursuit-il, est de présenter des études profondes qui sont faites par des chercheurs et experts algériens, et ce, dans le but de booster l'économie nationale.

Maghreb Infos

Sécurité énergétique et défis du IIIe millénaire: «L'Algérie se dirige vers une sécurité énergétique renforcée», selon Benattou Ziane

La sécurité énergétique de l'Algérie à l'aune des défis du IIIe millénaire, était le thème d'une rencontre, organisée dimanche à Alger, par la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC).

Si le XXIe siècle est marqué par des bouleversements économiques et géopolitiques qui affectent un grand nombre de pays, notamment ceux dépendant essentiellement des importations, l'Algérie, dont les ressources énergétiques conventionnelles sont relativement

importantes, se trouve contrainte de se tourner vers d'autres sources énergétiques en conciliant la rente classique qui demeure encore nécessaire pour plusieurs années et la mise en œuvre d'une transition pour assurer sa sécurité énergétique à long terme.

Tel était le thème de la rencontre de haut niveau que la CAPC a organisée en présence d'un panel de personnalités de la sphère économique, rehaussée par la présence du ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benattou Ziane.

«Vers un mix énergétique équilibré à l'horizon 2030», selon Benattou Ziane »

Benattou Ziane a globalement souligné que «le plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président Tebboune, a pour ambition prioritairement d'assurer la sécurité énergétique du pays en satisfaisant la demande nationale sur le long terme», avant d'ajouter : «A l'instar de l'agriculture et de l'industrie, en plus du développement de l'hydrogène, cela restera un objectif que le gouvernement cherche à atteindre.»

Par ailleurs, l'orateur a indiqué que «la dimension liée à la transition énergétique vers les énergies renouvelables, dans le cadre du plan de relance économique du gouvernement vise à atteindre une croissance en recourant aux technologies énergétiques innovantes et numériques», afin de préparer «une nouvelle architecture de développement pour qu'un quart des énergies fossiles cèdent la place à des modèles durables, qui valorisent le lien social et les emplois durables».

Pour étayer ses propos, Benattou a ajouté : «Le plan de relance met l'accent sur la consécration du rôle de la transition énergétique en cohérence avec les efforts de la communauté internationale dans ce domaine, qui est la pierre angulaire pour construire "l'Algérie de demain" dans laquelle les empreintes carbone sont faibles, rationnelles et efficaces dans notre modèle.» «Ce plan repose également sur les axes stratégiques suivants : plan national intensif pour les énergies renouvelables ; programme multisectoriel basé sur l'économie de la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique ; plan national ambitieux lié à la production d'hydrogène vert ; mise en place d'un nouveau modèle qui se dirige vers un mix énergétique équilibré à l'horizon 2030, selon la loi de transition énergétique que nous préparons, en prenant des mesures d'accompagnement notamment par la formation, le développement de la recherche et du développement, le travail normatif, la communication et coopération», a-t-il révélé.

Une transition énergétique systémique nécessite une transformation sociétale

Evoquant les défis auxquels l'Algérie doit faire face pour éviter de manière magistrale le recours à des solutions d'emprunt, le ministre de la transition énergétique et des énergies renouvelables a fait savoir : «Nous sommes conscients que la transition énergétique, qui est une transformation structurelle et se prolonge entre les secteurs, est une transformation vers

un mélange flexible d'énergie qui a une cohérence systémique, une fiabilité structurelle, une acceptabilité sociale et une efficacité économique, avec de nouvelles valeurs ajoutées durables. Et dans cette perspective, nous travaillons pour assurer l'incarnation de la transition énergétique qui est sûre, douce et confortable.»

Sur un autre registre, l'orateur a souligné que «cette transition énergétique systémique nécessite une transformation sociétale, qui entraîne des changements profonds et fondamentaux dans les modes de consommation positive et responsable, et l'instauration de bonnes pratiques dans notre mode de vie et notre bien-être social et économique».

Enfin, Benattou Ziane a mis en exergue le fait que «la transformation doit nous garantir la "security five" : sécurité énergétique, sécurité hydrique, sécurité alimentaire, sécurité environnementale, sécurité des investissements. Et ces éléments de sécurité concernent directement le citoyen». Et de conclure : «Nous sommes à la veille de la célébration du 60e anniversaire de l'indépendance de notre pays, ce souvenir glorieux cher à nos cœurs et ancré dans notre conscience, ce qui nous contraint à valoriser cette indépendance comme une valeur intrinsèque et éternelle, et à la référer à une sécurité énergétique renforcée.»

Mohamed Sami Agli : «Préserver l'avenir énergétique»

Pour sa part, le président de la CAPC, Mohamed Sami Agli, a fait savoir, à l'ouverture des travaux de cette rencontre de haut niveau, que «la réunion d'aujourd'hui fait partie d'une série de réunions lancée depuis septembre dernier, ce qui signifie que des études approfondies ont été réalisées sur tout ce qui touche à la souveraineté économique de l'Algérie». Et d'ajouter que «le premier sujet étant la sécurité alimentaire, suivi d'un groupe d'autres études importantes qui ont trait à la sécurité énergétique du pays». Agli a indiqué que «le sujet choisi pour cette rencontre porte sur la sécurité énergétique, où des problèmes ont été diagnostiqués, et des solutions ont été proposées par des spécialistes reconnus dans le domaine, afin de préserver l'avenir énergétique en Algérie, jusqu'à ce que nous arrivions aux énergies renouvelables et autres». Aussi, pour le président de la CAPC, «le développement de l'énergie en Algérie depuis l'indépendance à nos jours a été diagnostiqué, ainsi qu'un discours sur la consommation qui a doublé d'année en année, ce qui nécessite aujourd'hui de prendre en compte les résultats de cette étude et d'entrevoir d'autres solutions».

Abdelmadjid Attar : «Options pour l'indépendance énergétique de l'Algérie»

D'autres experts et néanmoins spécialistes en la question, à l'image de l'ex-ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar, sont intervenus pour apporter leur savoir-faire en la matière et faire profiter l'assistance de leurs conseils. Il a tenu à faire la nuance entre la sécurité énergétique et l'indépendance énergétique du pays et a fait savoir qu'«il n'y a pas de problème pour la sécurité énergétique au moins jusqu'en 2040», tout en faisant observer que la problématique intervient au niveau des recettes à l'export, ainsi que la consommation énergétique locale de plus en plus croissante.

Rappelant que près de 96% des recettes d'exportation sont issues des hydrocarbures, Abdelmadjid Attar a estimé «nécessaire de parvenir à un nouveau modèle de consommation, tout en diversifiant les secteurs économiques producteurs de richesses». De plus, selon l'ex-ministre, «il s'agit de renouveler les réserves d'hydrocarbures, de changer le mode d'exploitation des gisements tout en développant l'économie d'énergie et le renouvelable». C'est pourquoi, en conclusion, l'expert a affirmé : «La sécurité énergétique relève de la souveraineté nationale. Elle nécessite une économie d'énergie de façon à préserver au moins les réserves prouvées qui sont dans le sous-sol pour les dégager dans le futur.»

Même s'il assure que l'Algérie n'a pas à s'inquiéter au moins jusqu'à 2040, Attar a tout de même averti que si sa consommation en hydrocarbures se poursuit sur ce rythme, elle aura à affronter de sérieux problèmes au bout de dix ans. «Nous avons toujours accordé la priorité à la consommation intérieure, mais arrivera le jour où il n'y aura plus de réserves que pour la consommation intérieure. Nous n'aurons pas de problème de sécurité énergétique, mais de rente», précise-t-il.

Saida Neghza honorée par la CAPC

La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Saida Neghza, qui vient d'être élue à la tête d'African Business, a eu droit à une cérémonie de félicitations de la part des chefs d'entreprise affiliés à la CAPC.

Mme Neghza qui a souhaité plein succès aux travaux de cette rencontre, s'est dite honorée par cette distinction qu'elle mettra «au service du pays». Interrogée sur le rôle que l'institution qu'elle préside aura à jouer pour booster la sécurité énergétique du pays, Saida Neghza a rétorqué : «C'est mon rôle !»

Le Midi Libre

Conférence sécurité énergétique en Algérie : La transition énergétique : processus de développement économique durable

La conclusion des experts et responsables en charge de la question épineuse de la sécurité énergétique en Algérie montre que l'essentiel consiste à assurer l'approvisionnement énergétique du pays avec la préservation des gisements énergétique comme un processus de développement économique à caractère durable. Concernant les hydrocarbures, les experts ayant formulé la synthèse de l'étude sur les enjeux de la sécurité énergétique, ont précisé que l'action la plus urgente à entreprendre "doit être consacrée à la conservation des gisements actuels dont la production est en train de décliner et dont il faut améliorer les taux de récupération qui demeurent très faibles comparés à ceux connus dans le monde". Ils soulignent que le moindre pourcentage d'amélioration correspond à une importante découverte. L'autre priorité est d'accroître les efforts de recherche et leur adaptation aux risques

techniques et financiers, pour compenser au moins le soutirage des réserves actuelles durant la prochaine décennie au cours de laquelle les hydrocarbures seront encore dominants dans la production d'énergie. "Les hydrocarbures non conventionnels sont aussi une réalité dont il faut au moins préparer une exploitation à moyen terme. Ils nécessitent au moins un effort de veille et de suivi pour le moment,

car ils sont les seuls à pouvoir ralentir le déclin de la production conventionnelle et assurer en partie la sécurité énergétique à long et très long terme", ont-ils déclaré. Pour ce qui est des énergies renouvelables et économie d'énergie, les experts ont dit que "la transition énergétique ne doit pas être perçue ou menée comme une simple modification du modèle de consommation énergétique dont l'objectif est de se préparer à un éventuel épuisement des ressources en hydrocarbures". Ils ajoutent pour que "l'Algérie puisse ou non de réserves suffisantes à moyen et long termes, la transition énergétique doit être pensée comme un processus de développement économique à caractère durable pour plusieurs raisons". Selon eux "le fait qu'elle entraîne une production d'énergie propre à partir de sources disponibles, abondantes, renouvelables et gratuites". on note aussi l'accompagnement par une nouvelle industrie du renouvelable créatrice de richesses et plus d'emplois nouveaux que les hydrocarbures. Enfin les experts ont recommandé sa contribution à la lutte contre le réchauffement climatique.

A noter également la préservation des exportations algériennes à moyen et long termes des taxes carbone sur l'ensemble des produits à base d'énergie carbonée. La CAPC, qui a organisé cette conférence portant sur les enjeux énergétiques du 3e millénaire et les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie, a commencé les travaux par l'hymne national. Les différents intervenants ont abordé plusieurs thèmes, notamment la mise en oeuvre de la transition énergétique et son financement. mohamed-Sami Agli, président de la Confédération algérienne du patronat citoyen a mis en exergue la nécessité d'assurer la sécurité énergétique mais également la sécurité alimentaire. "Nous voulons construire un processus et bâtir un dialogue et travailler ensemble. Il faut aussi une gestion financière efficiente et l'avancée des mentalités. En outre il faut développer le commerce et les échanges commerciaux internationaux" a-t-il dit. Le représentant du ministère de l'énergie a mis l'accent sur la nécessité de mettre en place une stratégie audacieuse en matière des énergies renouvelables, notamment le solaire et le photovoltaïque, mais aussi le développement de l'économie verte. "Il faut un plan naturel des énergies renouvelables" a-t-il déclaré. Il faut aussi développer les cycles de formation et des financements adéquats. La diversification économique, la politique des investissements et la sécurité hydrique ont été aussi abordées. Il s'agit également de développer l'agriculture. Tous ces défis de développement économique et de sécurité énergétique sont dans la feuille de route du gouvernement en plus de la recherche scientifique. Importance

de la sécurité énergétique et alimentaire

Avec un paradigme inspiré de la science et de la culture arabo-musulmane, notamment le savoir et l'immense réservoir sociologique, empirique et épistémologique du savant Ibn-khaldoun, d'une part, et les sciences de gestion et de marketing management anglo-saxons, la CAPC pourrait recommander d'importantes et incommensurables propositions et suggestions pour l'amélioration de l'environnement de l'économie nationale et stimuler sa croissance. La portée politique et sociale de la CAPC est en mesure d'être complémentaire pour le Conseil économique, social et environnemental qui est l'organe et l'institution officielle prodiguant des orientations au gouvernement. Pourquoi ? Tout simplement parce que la CAPC est devenue successivement FCE puis Cap citoyenne. C'est à dire que cette organisation patronale a opté clairement et avec discernement pour les intérêts supérieurs du pays en visant à marquer historiquement l'Algérie du sceau de la modernité et du progrès social, tout en défendant les citoyens des risques de l'inflation galopante et de l'érosion du pouvoir d'achat.

En usant de pragmatisme constructif et positif, cette organisation patronale citoyenne peut devenir une sérieuse et imposante force de proposition portant ses fruits, différente de celles des dernières années. En optant pour la contribution active et efficace pour le patronat et l'entreprise réellement citoyenne, génératrice de richesses et d'emplois, notamment les petites et moyennes entreprises, la CAPC devra travailler pour l'histoire et l'avenir, c'est à dire pour la postérité politique, sociale, économique et environnementale de l'Algérie. Son credo devra être la lutte implacable et permanente contre les malversations financières, la corruption et les incuries des responsables incompetents, à l'image de ceux des 20 dernières années qui ont littéralement ruiné l'économie nationale. Il est utile de rappeler que ses ambitions immédiates consistent notamment à diversifier l'économie nationale en annihilant toutes velléités de gâchis financier. Ainsi, cette organisation oeuvre à l'amélioration du climat d'affaires pour le rendre moins bureaucratique et plus attractif pour les industriels et investisseurs internationaux.

Aussi, elle projette de mener à bien les missions de relance économique et l'investissement productif de richesses, ainsi que la maîtrise et la bonne conduite de la politique et de la stratégie nationale en matière de sécurité alimentaire et de préservation des avancées inhérentes aux énergies renouvelables. Des économistes estiment qu'en période d'opulence économique, il est impérieux de savoir éviter une crise de surproduction afin de prévoir les impondérables de la loi de l'offre et de la demande. Dans le cas d'une raréfaction des équilibres financiers et de dépréciation du dinar, le recours à la tactique de laparcimonie pourrait s'avérer porteuse. La CAPC, anciennement Forum des chefs d'entreprise jusqu'en 2020 est une organisation patronale fondée en octobre 2000, représentant les

entreprises algériennes. La CAPC est résolument tournée vers la défense des intérêts supérieurs du pays et la promotion des entreprises pour les rendre plus compétitives et concurrentielles, prêtes à des activités d'exportation. La CAPC aspire également à promouvoir les intérêts de l'entreprise en Algérie

Reporters

Appel à un changement de cap en politique énergétique : «L'avenir de l'Algérie est dans la transition énergétique»

La priorité de l'Algérie c'est d'assurer «sa sécurité et son indépendance énergétique» mais ce n'est pas une mince affaire au regard de l'étude présentée, hier, par Abdelmadjid Attar, ancien ministre de l'Energie et ancien PDG de Sonatrach, et débattue par de nombreux experts du secteur.

Des défis sont à relever en matière de maîtrise de la consommation interne et de réussite de la transition énergétique en développant les énergies nouvelles et renouvelables (ENR) dont l'hydrogène vert, se sont accordé à dire les experts présents à la rencontre organisée par la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) et consacrée à la présentation de l'étude intitulée «Les enjeux énergétiques du 3e millénaire et les défis de la sécurité énergétique en Algérie».

La question de développement des ENR n'est pas une exigence née suite au conflit ukrainien mais un objectif tracé bien avant. Cependant, «les importants changements mondiaux mettent l'Algérie devant le défi de la sécurité énergétique. Un défi qui doit être relevé en conjuguant nos efforts, en construisant un modèle de consommation basé sur le mix énergétique», a déclaré le ministre de la Transition énergétique, Benattou Ziane, annonçant, dans la foulée, que la loi sur la transition énergétique est en cours d'élaboration. «Le conflit russo-ukrainien et son évolution actuelle ne laisse aucun doute que le monde va subir une mutation profonde à tous les niveaux : géopolitique, économique et énergétique», a indiqué, pour sa part, M. Attar qui ajoute que «le monde vit une transition vers une nouvelle ère énergétique». Où en est l'Algérie dans ce changement profond ? Il faut d'abord qu'elle songe à «un modèle énergétique car nous avons tous cette addiction pour les ressources fossiles», cela outre le fait que «le financement représente 50% du problème de développement des ENR», a affirmé l'ancien ministre en revenant sur une étude effectuée en 2016, selon laquelle «si l'Algérie ne passe pas au développement des ENR, la production gazière ira complètement à la consommation interne d'ici à 2030». D'où, il y a urgence à passer à la transition énergétique. Pour y parvenir, plusieurs défis sont à affronter selon l'étude présentée hier, dont le premier est «le poids de la rente pétrolière dans l'économie nationale». Les hydrocarbures ont certes, «contribué à développer beaucoup de secteurs, mais ont

surtout constitué une rente qui a permis la réalisation de toutes les infrastructures et des programmes sociaux sans donner naissance à de nouvelles richesses durables susceptibles de prendre le relais à long terme», selon la même étude qui jette la lumière sur la dépendance de l'Algérie de la rente pétrolière et l'amenuisement de cette dernière après la chute des prix du pétrole en 2014. Tout en plaidant pour la transition énergétique, M. Attar soutient que le gaz a encore des années avant d'être relégué, car «c'est le gaz qui va aider à passer la transition énergétique» avant l'épuisement à terme des énergies conventionnelles. «L'avenir de l'Algérie est dans la transition énergétique», a-t-il insisté.

Le casse-tête de la consommation interne

L'autre défi que le pays doit affronter, et pas des moindres, est «l'accroissement très rapide de la consommation interne due, en grande partie, à l'absence de maîtrise des usages de l'énergie, des technologies correspondantes et, surtout, au gaspillage dans la consommation en raison des prix subventionnés». «Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce n'est pas le secteur agricole qui est énergivore, mais les résidentiels», a fait savoir M. Attar. Chiffres à l'appui, il a indiqué que la consommation du gaz naturel par les ménages a augmenté de 80% entre 2007 et 2019. Le secteur agricole ne consomme «que 1% des carburants et 3% de l'énergie électrique, tandis que les résidentiels et dépendances consomment 63% du gaz et 46% de l'électricité», a-t-il encore fait savoir, appelant à l'efficacité énergétique dans les constructions de logements et autres bâtisses. La consommation de gaz naturel et d'électricité enregistre une hausse annuelle de 7 à 8% en moyenne et celle des produits pétroliers de 6% dont la part des carburants est de 80%. Ce sont autant de données chiffrées et d'autres qui ont poussé M. Attar tout autant que les autres intervenants à mettre l'accent sur les prix pratiqués en l'Algérie, car «le prix de l'énergie fait partie des stratégies aidant à réduire ou à rationaliser la consommation», ont-ils argué, appelant à «une stratégie globale pour la transition énergétique». La consommation actuelle qui ne cesse d'augmenter est un véritable risque et la sonnette d'alarme est tirée. «Avec la production actuelle, en 2028/2030 on risque d'avoir un point de rupture, c'est-à-dire que nous allons diminuer les exportations au profit de la consommation interne, à moins de développer en urgence les ENR», a averti l'ancien ministre. C'est ainsi que la production de l'hydrogène vert revient au-devant de la scène. «L'hydrogène vert est la ressource de demain, et pour qu'elle le soit en Algérie, il faut y travailler dès maintenant car c'est lui qui va remplacer le gaz à l'horizon 2030/2040», a-t-il souligné. En tout état de cause, pour l'heure, il est nécessaire que le pays opère «changement de cap immédiat en matière de politique énergétique» et définisse un autre modèle de consommation car le modèle actuelle est «à risque».

Recommandations

Le financement est un autre point soulevé lors de la rencontre et pour ce faire, les experts ont préconisé des montages financiers, le financement extérieur par le biais des partenariats dans les projets des ENR, car comme «on parle d'un mix énergétique, il convient également de parler de mix financier», a-t-on souligné.

Les recommandations émises à la fin de la rencontre sont au nombre de six. Il s'agit de l'élaboration d'une loi sur la transition énergétique, à l'image de la loi sur les hydrocarbures, pour faciliter et développer l'investissement dans le secteur des ENR, comme il y a nécessité d'«un climat des affaires favorable pour promouvoir et encourager les investisseurs nationaux et étrangers».

Le pays doit définir «en urgence tous les besoins énergétiques à long terme par secteur, par nature et par usage pour servir de base l'élaboration d'un modèle de consommation énergétique basé sur un mix énergétique qui doit privilégier l'efficacité énergétique et les ENR». L'étude préconise également d'accompagner et de renforcer le programme d'économie d'énergie par «la mise en place de mécanisme et d'instruments tel que le signal prix pour assurer la maîtrise de la consommation et de la demande», ainsi qu'un «ajustement graduel des prix de l'électricité, du gaz naturel et carburants».

Le Quotidien d'oran

Sécurité énergétique : Plaidoyer pour une production intensive d'énergie renouvelable

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables (MTEER), Benattou Ziane, a affirmé, hier, que son département est en train de préparer, dans le cadre du plan d'action du gouvernement, intitulé «Le secteur de l'énergie, pour une transition réussie et une meilleure sécurité énergétique», une loi sur la transition énergétique. Une loi qui encadre le nouveau modèle énergétique qui s'oriente vers un mix énergétique équilibré dans les perspectives 2030. Intervenant, lors de la présentation d'une étude sur les enjeux de la sécurité énergétique, initiée par la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), à l'hôtel Marriott, Alger, le ministre a cité les axes stratégiques du plan du gouvernement, relatif à la transition énergétique.

Entre autres, un programme national intensif d'énergies renouvelables, un programme multisectoriel fondé sur l'économie de consommation d'énergie et l'efficacité énergétique et un ambitieux programme national de production d'hydrogène vert. L'ex-ministre de l'Energie et ancien PDG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, a plaidé quant à lui pour l'élaboration d'une loi régissant les énergies renouvelables à l'image de la loi sur les hydrocarbures.

M. Attar a également recommandé, lors de la présentation de l'étude, de revoir complètement notre modèle de consommation énergétique «qui s'avère très vulnérable». Notamment, face à la conjoncture économique et

énergétique mondiale. Il a également plaidé pour un programme plus ambitieux dans les renouvelables. En précisant que les 15.000 MW d'électricité que l'Algérie ambitionne de produire à l'horizon 2035, dans le cadre des investissements dans les énergies renouvelables «sont insuffisants». Selon lui, l'Algérie risque de connaître d'ici 2028 un point de rupture, en raison de la vulnérabilité de notre modèle de consommation énergétique.

Car la consommation locale, en l'absence de mécanismes susceptibles de modifier les besoins et les règles de consommations, épuise d'une année à une autre nos ressources. Il tire la sonnette d'alarme, affirmant que selon les pronostics qui sont basés sur des chiffres et des statistiques officiels, le marché local consommera d'ici 2035, 80% de gaz naturel produit, donc, on n'aura la possibilité d'exporter que 20% de notre production. Idem pour les hydrocarbures, l'Algérie n'exportera que 10% de la ressource d'ici 2030, car le reste sera consacré à la consommation locale.

Sauf, dit-il, si les pouvoirs publics décident de s'engager dans des programmes d'investissement ambitieux dans les renouvelables, dans le cadre d'un processus de développement économique à caractère durable. Et de plaider, encore une fois, pour l'exploitation du gaz de schiste si c'est nécessaire pour combler à la fois les besoins intérieurs au-delà de 2030 et assurer les exportations susceptibles de connaître une baisse d'ici cette date». L'ex-ministre de l'Energie relativise cependant en affirmant que l'Algérie dispose de réserves en matière d'hydrocarbures conventionnels.

Selon des données et des publications datant de 2015, l'Algérie dispose selon un chiffre global de 4,2 milliards de tonnes équivalent pétrole (TEP). Dont, précise-t-on, dans l'étude, 1,7 milliard de TEP prouvées en hydrocarbures liquides y compris les réserves probables et possibles non encore développées. Et 2,5 milliards de TEP prouvées en gaz naturel et GPL, y compris les réserves probables et possibles non encore développées. Mais, M. Attar a tenu à préciser qu'il serait beaucoup plus préférable et judicieux d'investir dans les projets qui assurent la transition énergétique que dans les réserves.

En insistant sur la nécessité d'asseoir une politique de conservation des gisements à travers une loi protectrice de ces derniers. L'ex-ministre a recommandé le recours, par ailleurs, à l'ajustement graduel de prix de l'électricité et de gaz naturels et du carburant.

En précisant que l'augmentation du coût du carburant entre 2015 et 2020 a entraîné une baisse de consommation de 13% de carburants durant l'année 2020. M. Attar a également plaidé pour le ciblage des subventions. En évoquant la nécessité d'encourager le solaire décentralisé par l'installation de kits d'énergie renouvelables individuels. Il conclut : «On ne doit pas seulement assurer notre sécurité énergétique, mais on doit aussi assurer notre indépendance énergétique».

L'Expression

Transition énergétique : Le casse-tête algérien

Le ministre Ziane a appelé à opérer une transformation structurelle dans le secteur.



La diversification des ressources énergétiques est nécessaire

Le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables (ENR), le professeur Ben Attou Ziane a mis l'accent, hier, au cours de la journée d'études sur «les enjeux énergétiques en Algérie» organisée par la Capc, sur l'ampleur des défis qui guettent l'Algérie en matière de sécurité et de transition énergétique.

Rappelant les priorités du président de la République en matière de développement et la diversification des ressources énergétiques renouvelables, et les récentes instructions du Conseil des ministres du 13 juin écoulé, Ziane a appelé à «opérer une transformation structurelle dans ce secteur», dira-t-il plaidant en faveur d'une «ingénierie nouvelle dans le développement économique du secteur des énergies renouvelables, conformément aux efforts de la communauté internationale, en matière de décarbonisation». Énumérant les différents plans nationaux qui doivent être échaudés, dont les énergies nouvelles et propres, le plan hydrogène, la mise en place d'un tissu énergétique nouveau et le lancement des plans de formation et recherches, le ministre de la Transition énergétique a estimé que les nouvelles missions réclament aussi bien les compétences, que les financements qu'il s'agisse de capital privé national ou international. Dans un scénario alarmiste, sur la base des prévisions et données tirées des différents rapports conjoncturels de son ancien secteur, Abdelmadjid Attar ancien DG de la Sonatrach et ancien ministre de l'Énergie, se projette dans l'avenir énergétique de l'Algérie. Appelant au développement d'une nouvelle industrie autour du renouvelable, Attar a estimé que «la transition énergétique doit se baser sur un modèle de consommation et, à travers la mise en place d'instruments divers». Dans ce cadre, il appellera à l'élaboration d'une loi sur les énergies renouvelables, tout comme la loi sur les hydrocarbures. «Nous avons besoin d'un texte de loi qui définisse la politique des énergies renouvelables et propres et sur le modèle de consommation que nous adoptons pour effectuer cette transition énergétique», dira-t-il.

De son avis, «même avec le programme actuel des énergies renouvelables, dont les 15000 MW, ce ne sera pas suffisant de combler les besoins de consommation, sans cesse en hausse», lancera-t-il en faisant référence à une courbe ascendante de la consommation domestique du gaz et de

l'électricité. Dans une présentation technique, l'ancien ministre de l'Énergie est revenu sur les chiffres concernant la consommation, la production et les découvertes de gisements. Faisant l'analogie avec la situation de l'union européenne, l'intervenant estimera que la sécurité énergétique dépend de la diversification des sources d'énergie, l'économie des ressources d'énergie et l'accélération de l'investissement dans les énergies renouvelables et propres. Attar appellera à «des ajustements graduels des prix de l'électricité, des carburants et du gaz... Il est grand temps, de choisir entre les subventions et la réalité des prix».

Évoquant la crise russo-ukrainienne, l'ancien ministre de l'Énergie rappellera les incertitudes sur les perspectives d'évolution de cette crise géopolitique. Attar redoute une «mutation géopolitique profonde touchera le monde, au point de vue géopolitique avec de nouvelles alliances, des crises de récessions et la réorganisation des échanges, économique et énergétique avec des transitions énergétiques pour une indépendance énergétique». Pour ce faire, selon Attar, «le pays doit impérativement changer de modèle de consommation énergétique». Les différents experts qui se sont prononcés sur le sujet, s'accordent à dire que «l'Algérie est condamnée à réussir sa transition énergétique vers le renouvelable et le propre, afin d'assurer sa sécurité énergétique». Pour le Capc, «la transition énergétique ne doit pas être perçue comme une simple modification du modèle de consommation énergétique, mais elle doit être pensée comme un processus de développement économique durable».

El Watan

La progression de la consommation domestique menace les exportations des hydrocarbures : Quelles énergies de substitution ?

L'Algérie devrait arbitrer entre les exportations et la consommation interne d'énergie, qui a atteint en 2019, 66,9 milliards de tonnes d'équivalent pétrole (tep) représentant 43% de la production totale, alors qu'en 2007, cette consommation était de 39,39 milliards de tep (21,8% de la production).

Avec une consommation en produits énergétiques conventionnels sans cesse en hausse ces dernières années, qui a augmenté de 83% en 2019 par rapport à 2007, le modèle énergétique algérien a montré ses limites et menace même les engagements du pays vis-à-vis du marché international. Un point de rupture est même prévu en 2028 si cette tendance haussière se maintient et si le développement des énergies renouvelables continue à enregistrer des retards. A ce stade, l'Algérie devrait arbitrer entre les exportations et la consommation interne d'énergie, qui a atteint, en 2019, 66,9 milliards de tonnes d'équivalent pétrole (tep) représentant 43% de la production totale, alors qu'en 2007, cette consommation était de 39,39 milliards de tep (21,8% de la production).

C'est dire que le taux de croissance de la consommation énergétique (de 7 à 8% annuellement) par rapport à celui des réserves et des capacités de

production est en déséquilibre. Un déséquilibre qui tend à s'accroître sans pour autant assurer en parallèle une contribution dans la création de richesses.

Les chiffres présentés hier par l'expert en énergie et ancien ministre du secteur, Abdelmadjid Attar, dans son étude sur les enjeux de la sécurité énergétique, lors d'une conférence organisée à l'initiative de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), le montrent clairement.

69% de la consommation gazière sont dans le secteur résidentiel et les services communs. Aussi, 79% de la consommation d'électricité ont lieu dans les mêmes secteurs et usages alors que 70% de la consommation en carburants se font dans le transport routier.

D'ailleurs, l'étude en question fait ressortir une augmentation annuelle de 6% en matière de consommation en produits pétroliers, dont la part en carburants atteint les 80%. A ce rythme, en 2033, l'Algérie ne pourra exporter qu'à peine 10% de gaz naturel, contre 80% en 1980, 79% en 2005 et 58% en 2019.

Ce modèle énergivore devrait pousser les pouvoirs publics à accélérer le processus de transition énergétique. Et ce, d'autant que les réserves, certes renouvelées, notamment en pétrole au cours des années 1990, ont entamé une chute depuis le milieu de la première décennie des années 2000, avec une forte production gazière de manière particulière.

L'étude relève en effet, concernant les productions et les découvertes réalisées depuis 2015, un total de 4,5 milliards de tep, dont 1,7 milliard de tep prouvées en hydrocarbures liquides (y compris les réserves probables non encore développées) et 2,5 milliards de tep en gaz naturel, alors que les besoins en gaz naturel à l'orée 2050 s'évaluent à 6 milliards de tep, soit 6000 milliards de mètres cubes, pour garder le même rythme de consommation interne et d'exportation.

Le débat sur le gaz de schiste relancé

« Donc, il y a 3500 milliards de mètres cubes à assurer d'ici là. Si on prend en considération les futures découvertes qui tablent, selon l'étude, sur 1700 milliards de mètres cubes, on n'aura que la moitié », explique Ahmed Mechraoui, expert en énergie et ancien directeur à Sonatrach. « D'où proviendraient les 50% restants ? » s'est-il interrogé.

En réponse à cette question, il dira lors des débats en panel : « Nous n'avons pas le choix, nous devons aller vers l'économie d'énergie et l'efficacité énergétique. Il y a lieu aussi de mettre en application le programme de développement des énergies renouvelables. » Les scénarios ne s'annoncent guère rassurants et l'Algérie pourrait même, selon l'expert, « être obligée d'acheter du gaz en 2046 ».

« Au-delà de 2030, une période qui verra la baisse en demande pétrolière, et si aucune mesure n'est prise, notamment en matière de modèle de consommation énergétique, il est très peu probable que la production d'hydrocarbures conventionnels, particulièrement le gaz, puisse satisfaire en même temps les besoins de consommation interne et le même niveau absolu de rente financière », avertit, pour sa part, Abdelmadjid Attar.

Quelles solutions face à une telle situation ? L'expert propose dans ce cadre l'élaboration d'une loi sur la transition énergétique, parallèlement à l'amendement de la loi sur la protection des ressources pour préserver les gisements actuels, en plus du développement de la recherche et de la formation. Mais au-delà d'une nouvelle politique énergétique, il serait nécessaire, selon l'ancien ministre, de ne pas négliger l'apport des hydrocarbures non conventionnels. «Une réalité à laquelle il faudra se préparer pour au moins compenser le soutirage des réserves actuelles durant la prochaine décennie», dira-t-il.

Et c'est le cas pour le gaz de schiste, une option que défend Abdelmadjid Attar, qui rappellera : «Toutes les analyses récentes placent l'Algérie à la troisième place du point de vue réserves, après la Chine et l'Argentine, avec près de 24 800 milliards de mètres cubes de gaz et environ 7 milliards de barils de pétrole techniquement récupérables.»

Pour Attar, les réticences vis-à-vis de cette énergie peuvent être estompées avec le recours aux progrès technologiques appelant à associer la société civile dans ce cadre, sous le contrôle des différentes agences de régulation. A travers cette sortie donc, l'expert relance le débat sur le gaz de schiste et sur ses risques environnementaux. Qu'en sera-t-il de ce dossier ?

Le Chiffres d'Affaires

La CAPC expose les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie

La Confédération Algérienne du Patronat Citoyen « CAPC » organise une nouvelle rencontre le Dimanche 26 Juin 2022, sur le thème d'actualité qu'est la sécurité énergétique. Une préoccupation qui est au centre de toutes les politiques énergétiques et de développement dans le futur à l'échelle mondiale.

L'annonce publiée sur son site web donne les grandes lignes et met en évidence sa « fidélité à sa vocation de force de proposition » pour tout ce qui touche à l'intérêt du pays.

Après avoir organisé des rencontres aussi importantes sur la relance du développement économique, la sécurité alimentaire, le numérique en tant que levier de croissance, c'est cette fois-ci, au tour des enjeux énergétiques du futur. Le contexte et l'environnement énergétique mondial et régional est en mutation accélérée à travers une transition énergétique dont il ne faut surtout pas rater la mise en œuvre, non seulement pour assurer la sécurité énergétique du pays à long terme, mais aussi POUR saisir l'opportunité de mettre en place une véritable industrie des énergies renouvelables, créatrice de richesses et d'emplois, pour sortir de la dépendance de la rente pétrolière.

La rencontre comportera une présentation détaillée sur le contexte énergétique mondial et national et sera suivie par un débat au sein de deux panels composés d'éminents experts et acteurs industriels & énergétiques.

Rencontre sur : « LES ENJEUX ENERGETQUES DU 3ème MILLENAIRE ET LES DEFIS DE LA SECURITE ENERGETIQUE DE L'ALGERIE »



La Confédération Algérienne du Patronat Citoyen « CAPC » organise une nouvelle rencontre le Dimanche 26 Juin 2022, sur le thème d'actualité qu'est la sécurité énergétique. Une préoccupation qui est au centre de toutes les politiques énergétiques et de développement dans le futur à l'échelle mondiale.

L'annonce publiée sur son site web (<https://capc.dz/event/rencontre-sur-les-enjeux-energetques-du-3eme-millenaires-et-les-defis-de-la-securite-energetique-de-lalgerie/>) donne les grandes lignes et met en évidence sa « fidélité à sa vocation de force de proposition » pour tout ce qui touche à l'intérêt du pays.

Après avoir organisé des rencontres aussi importantes sur la relance du développement économique, la sécurité alimentaire, le numérique en tant que levier de croissance, c'est cette fois-ci, au tour des enjeux énergétiques du futur. Le contexte et l'environnement énergétique mondial et régional est en mutation accélérée à travers une transition énergétique dont il ne faut surtout pas rater la mise en œuvre, non seulement pour assurer la sécurité énergétique du pays à long terme, mais aussi POUR saisir l'opportunité de mettre en place une véritable industrie des énergies renouvelables, créatrice de richesses et d'emplois, pour sortir de la dépendance de la rente pétrolière.

La rencontre comportera une présentation détaillée sur le contexte énergétique mondial et national et sera suivie par un débat au sein de deux panels composés d'éminents experts et acteurs industriels & énergétiques.

L'Expression

Les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie

Dans le cadre de ses actions, réflexions et contributions au débat national sur les enjeux et les défis du développement économique du pays, la Confédération algérienne du patronat citoyen, organise dimanche prochain une journée sous le thème: «Les enjeux énergétiques du 3e millénaire et les défis de la sécurité énergétique de l'Algérie».

Fidèle à sa vocation de force de proposition, la Capc ouvrira, à l'occasion de cet événement, le débat sur un secteur stratégique qui constitue un outil de décollage économique indéniable à travers l'approvisionnement de la société et l'économie nationale, mais aussi en tant que sources de devises qui servent à financer le développement économique et social.

À travers sa contribution, la Capc posera la problématique fondamentale qui est la place des hydrocarbures dans l'économie nationale en prenant en considération les stocks de réserves non renouvelables, les ressources alternatives, les possibilités technologiques et les capacités financières à mobiliser pour réussir la transition énergétique.